

451

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne 1
Hebdomadaire romand
No 451 27 avril
Quinzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs,

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
René Duboux
Jean-Claudé Favez

Les riches heures des Chambres fédérales

Les Chambres fédérales n'ont probablement jamais brassé autant de milliards que la semaine dernière, au cours de leur session spéciale d'avril. En moins de dix heures de débat, le Conseil des Etats a examiné et finalement accepté le nouveau régime des finances fédérales, avec 1300 millions de recettes supplémentaires à la clé pour 1981.

De son côté, le Conseil national consacrait cinq séances et une vingtaine d'heures de discussions aux — grosses — affaires nucléaires; derrière les professions de foi des uns en l'atome pour l'énergie et les doutes des autres à propos de l'avenir, il y avait en jeu les milliards de l'industrie nucléaire : les 900 millions investis à l'époque dans les trois centrales de la première génération aujourd'hui en activité, les 2550 millions empruntés pour construire Gösgen et Leibstadt, et les quelques centaines de millions déjà consacrés à Kaiseraugst, Graben et Verbois, — sans parler des milliards dépensés pour la recherche, l'exploitation et aussi la publicité en faveur de l'électricité nucléaire.

Bref, les parlementaires ont brassé de part et d'autre beaucoup d'argent, à propos de projets qu'ils vont échanger en juin, mettre au net en septembre et transmettre au peuple probablement le 3 décembre prochain.

Sur de tels objets, qui pèsent si lourd, le contrôle parlementaire permet à quelques vedettes de se profiler (l'atome comme support), à quelques porte-parole de s'enfermer péniblement, à un conseiller fédéral de surnager non sans force en plein océan d'opinions contradictoires; quant à la piétaille des conseillers nationaux et surtout des conseillères nationales (pas de femme à la tribune, à part Monique Bauer et Doris Morf), elle a mis toute sa bonne volonté à débrouiller l'écheveau nucléaire, sans toujours y parvenir si on en juge d'après le nombre des voix aux différentes votations (un tiers d'absents à la votation finale).

Mais surtout, les objets discutés la semaine dernière appartiennent à ces affaires trop importantes pour que les débats ne soient pas hypothéqués par les prévisions, les propositions et autres conceptions de l'administration, qui a (trop) bien déblayé le terrain. Il y a quelque chose de diabolique dans son habileté à démontrer une nécessité et à la faire passer pour absolue : la Confédération a besoin de moyens nouveaux, l'électricité nucléaire doit contribuer à l'indispensable diversification de notre approvisionnement en énergie. Qui peut le nier ? ou même le mettre en doute ? Personne bien sûr; et le fil rouge ainsi tendu guide les braves vers les conclusions qui s'imposent. Il suffit donc de partir d'une prémisse assez générale, d'une évidence assez vague pour être indiscutable. Le manque de temps, de courage et d'imagination fera le reste, grâce en plus à l'imbrication étroite des intérêts. Coifferont le tout, les travaux des commissions... Les socialistes eux-mêmes ont de la peine à défendre des positions originales. Quand ils s'opposent ou s'abstiennent en matière de finances fédérales, leur geste est aussitôt banalisé et ravalé au rang d'un mouvement d'humeur ou de la crainte de n'être pas suivi. Et quand ils animent de bout en bout le débat sur l'électricité nucléaire, leur appui n'est même pas relevé. L'essentiel est peut-être sauvé cependant : MM. Ritschard et Kiener ont une loi « avec laquelle on peut travailler ».

Premier round

Toutes réserves faites sur la qualité et la profondeur des débats parlementaires sur la question nucléaire, il faut pourtant faire le point attentivement : il y a gros à parier qu'au long des mois, l'enjeu final sombrera dans un entre-lac d'intérêts divers. Aujourd'hui déjà il est difficile de reconnaître le véritable son des prises de position ! Un point est acquis : la revision atomique a franchi avec succès le premier obstacle. On peut s'étonner de l'ampleur de la majorité acceptante

● SUITE ET FIN AU VERSO

Premier round (suite et fin)

au Conseil national et du ralliement du Conseil fédéral; le Parlement, en effet, est allé notablement plus loin que le projet initial du gouvernement.

Il faut le dire, ce large « consensus » reste ambigu.

Trois points à garder en mémoire :

— Le Conseil des Etats doit encore donner son avis et il est possible qu'il apporte des modifications importantes au projet.

— La procédure mise en place vise à affaiblir l'initiative populaire qui sera soumise au peuple : les partisans du nucléaire doivent à tout prix faire échouer cette initiative dont le succès signifierait l'arrêt de la construction de nouvelles centrales; dans ce but, ils acceptent de faire des concessions. Ce qui corse la discussion en cours, c'est que les adversaires du nucléaire, eux aussi, sont contraints d'appuyer la revision, dans l'incertitude où ils sont soit du sort du « moratoire », soit du résultat final de la consultation populaire à propos de l'initiative !

— La procédure choisie impliquera des critères d'appréciation multiples : besoin effectif, solution pour les déchets, mesures de sécurité, entre autres; c'est dans ce dédale de questions pratiques et techniques que les partisans du nucléaire peuvent espérer gagner à leur cause le gouvernement et la majorité du parlement.

Le discours du conseiller fédéral Ritschard a d'ailleurs bien illustré cette ambiguïté : oui à l'énergie nucléaire, mais dans la mesure de nos besoins ! oui à la sécurité accrue, mais attention à la menace du chômage ! Les applaudissements nourris recueillis par le chef du Département de l'énergie, des transports et des communications manifestaient-ils l'addition de la satisfaction dans les deux camps ?

Ne pas oublier également que, pendant la période de contestation croissante du nucléaire, deux centrales, Gösigen et Leibstadt, ont été édifiées : les promoteurs n'ont pas perdu leur temps ! Et

dans le même temps, les moyens concrets pour économiser l'énergie sont restés l'objet de discours pieux...

Reste que les avantages obtenus provisoirement par le biais de la revision de la loi atomique ne sont pas négligeables : désormais la politique nucléaire derrière les rideaux tirés ne sera plus possible. Cependant, l'appareil juridique ne suffit plus; son utilisation dépendra des rapports des forces en présence.

A tous ceux pour qui l'énergie nucléaire reste un cul-de-sac économique et scientifique, un risque incalculable pour les générations futures, l'amorce d'une société centralisée autoritaire et incontrôlable démocratiquement, à tous ceux-là de peser de tout leur poids pour que le nouveau droit confirme leurs espérances.

Mourir d'un cancer près de la grand-route

C'est une petite ville située dans une vallée des préAlpes suisses (« a Swiss moutain town », dit la publication américaine). Ses 3000 habitants se répartissent entre le vieux quartier, au bord d'une route à grand trafic (4000 à 5000 voitures par jour) et un lotissement de construction récente, situé à 400 mètres de la dite route, et séparée d'elle par un coude alluvial; le trafic, dans ce deuxième secteur, est faible, la seule rue étant, jusqu'il y a peu, sans issue...

De 1958 à 1970, le taux des décès par cancer a été neuf fois plus élevé parmi les habitants proches de la grand-route. Telle est la première conclusion d'une recherche publiée dans la très sérieuse revue américaine « Environmental Science and Technology »¹, un texte qui, sans une suite de hasards, n'aurait jamais franchi l'Atlantique (le courrier de lecteurs de la « Tribune de Genève » signalait le premier l'affaire; contact était ensuite pris avec l'auteur de la lettre, un « professor eme-

ritus » de la Rockefeller University, retiré au Mont-Pélerin, et qui ne connaissait l'article que par un compte-rendu; fouille dans les bibliothèques des organisations internationales où l'original était enfin découvert).

L'affaire est sérieuse : deux fondations américaines, la National Science Foundation et l'Office of Naval Research² ont financé le travail dont une partie a été menée à Wood Hole, Mass., une institution réputée autant par son niveau scientifique que par la situation idyllique de son site, au bord de l'océan.

L'équipe est pluri-disciplinaire : un chimiste, Max Blumer (un Suisse des Etats-Unis ?), un médecin-généraliste, Walter Blumer, installé à Netstal (petite ville du canton de Glaris qui, avec ses 3000 habitants et son altitude de 470 mètres ressemble étrangement à la ville de l'enquête) et un statisticien de la Faculté de médecine de Zurich, Théodore Reich.

Voilà pour les acteurs; revenons aux faits. L'analyse du total des décès par cancer — 72 dans l'ancien quartier, 3 dans le nouveau — fait apparaître qu'au bord de la grand-route le taux est plus élevé pour toutes les catégories d'habitants, et ceci sans rapport avec l'âge, le sexe, l'activité professionnelle... et le fait de fumer ou non (des 32 femmes décédées, aucune ne fumait).

Comment établir un lien concret entre ces décès et le trafic automobile ? Faut-il chercher du côté du revêtement de la route, des pneus, de l'amiante des freins ou de la combustion de l'essence ?

Le chimiste intervient alors : il fait prélever en plusieurs endroits — proches, un peu éloignés, très éloignés de la grand-route — des échantillons des sols qu'il analyse selon les techniques les plus avancées; il découvre d'importantes quantités d'hydrocarbures aromatiques polycycliques, dont beaucoup, malgré leur nom poétique, sont connus comme cancérigènes. Les hydrocarbures analysés sont produits par la combustion de l'essence, et leur dose varie de façon impressionnante :

— Centre de la ville, au bord de la grand-route : 110 mg/kg.

— Sud de la ville voisine au bord de la grand-route : 300 mg/kg.

— Quartier écarté de la ville, rue sans issue, 20 mètres de la grand-route : 6 mg/kg.

— Hors de ville, à 1000 mètres de la grand-route : 5 mg/kg.

Conséquences considérables

Laissons les auteurs conclure : « La corrélation démontrée entre le trafic de la grand-route et la production d'agents cancérogènes renforce ainsi indirectement la corrélation entre le trafic de la grand-route et la mortalité due au cancer. Les conséquences de ce constat sont considérables pour la santé publique, pour la planification des villes et de la circulation et pour le contrôle de la combustion des moteurs ».

Remarque 1. C'est le moment de rappeler la politique du conseiller fédéral Furgler, ancien membre du conseil d'administration d'Amag (VW) contre l'initiative Albatros et les projets tendant à dimi-

nuer sérieusement les émanations toxiques des véhicules à moteur.

Remarque 2. Un grand merci aux fondations américaines pour les crédits qu'elles ont accordés à une recherche de cette importance menée par des Suisses. Il serait intéressant de connaître les travaux financés par le Fonds national pour la recherche scientifique sur les dangers de la fabrication ou de l'utilisation du fluor, de l'amiante, de l'énergie nucléaire ou des gaz de voitures.

Remarque 3. Lire le supplément du « Tages Anzeiger » (8 avril) consacré aux cités nouvelles d'Angleterre, et en particulier à Cumbernauld, ville écossaise dont les promoteurs ont séparé systématiquement la circulation d'un quartier à l'autre, de la circulation intérieure à un même quartier : celle-ci ne s'effectue que par des rues sans issue ou des cheminements piétonniers.

¹ Blumer M., Blumer W., Reich Th., Polycyclic Aromatic Hydrocarbons in Soils of a Mountain Valley : Correlation Highway Traffic and Cancer Incidence, vol. 11, No 12 (nov. 1977).

² Qui n'ont pas la réputation de donner de l'argent à n'importe qui...

chine à écrire. Mais enfin, on a vu pire. Il y a bien des gens qui traînent un chien.

Il y a quelque temps, François a piqué la mouche. Il lui a tapé dessus, sur sa machine. Pauvre bête, déjà qu'elle est jaune... Evidemment, la machine a aboyé à s'en fendre l'âme. Elle a quand même fini par cracher une trentaine de feuillets. François a ramassé cette paperasse et il l'a envoyée à Bertil Galland. Bertil a dit : « C'est pas encore ce coup-ci que je vais devenir milliardaire. Tant pis. Allez, je publie, faut les aider un peu, ces machines jaunes ». Et il a publié.

Vous trouverez tout ça sous le titre « Le cercle froid ».

C'est très bien comme titre, non ? Facile à retenir. La couverture est superbe, vraiment superbe. On voit un paysage dans le brouillard. Mais il y a tellement de brouillard qu'on ne voit pas le paysage, seulement le brouillard. C'est mieux d'ailleurs : c'est moins fatigant pour les yeux.

Tant pis pour vous...

Et je vous conseille vivement de l'acheter, ce bouquin. Sinon, vous aurez des ennuis. Oui, oui je ne plaisante pas : vous feriez mieux de l'acheter. Si vous ne l'achetez pas, alors, tant pis pour vous. Vous l'aurez voulu. Il ne faudra pas venir vous plaindre. Vous êtes avertis. Vous savez à quoi vous en tenir. Si les malheurs vous fondent dessus comme de la neige au soleil, il ne faudra pas venir me raconter que vous ne saviez pas, que vous avez oublié, et patati et patata... Je ne pourrai plus rien pour vous. Tout au plus faire dire une messe, et encore.

Moi j'ai fait mon devoir. Je vous ai mis en face de vos responsabilités. Si vous vous dégonflez, vous le payerez.

Gil Stauffer

(Et dire que je fais toute cette ignoble publicité pour pas un rond ! Ce vieux pingre de François ne va même pas m'offrir une bouteille. Ces poètes, quelles canailles.)

POINT DE VUE

La poésie en-dessous de 0° C.

Il faut avoir du courage, par le temps qui court, pour être poète. Il faut avoir, dirais-je même, un drôle de culot pour oser charger les mots de sens comme on charge un camion de bottes de paille. On risque, à chaque virage de phrase, de sérieux ennuis si la cargaison est mal ficelée.

Et ce n'est pas le tout de charger le camion. Faut savoir conduire. Un poème, c'est plus vachard à manier qu'un semi-remorque; vous n'avez pas la direction assistée, par exemple, vous devez tout faire à bras.

Poète, je vous le dis tout net, comme métier, c'est pire que routier non-syndiqué. Si vous dites, par exemple « D'amour, belle marquise, vos beaux

yeux mourir me font », hé bien crac, vous ne passez pas la douane. Les gabelous, immédiatement, vous suspectent pas de quelque chose. Simplement, ils vous *suspectent*, et surtout du pire. Et c'est dur d'être suspecté. C'est dur.

Tenez, mon copain François Bonnet, hé bien il est suspecté. Il n'en a pas l'air pourtant. Quand vous le voyez passer dans le hall de gare, par exemple, jamais vous ne croiriez qu'il est suspecté. Il est correctement habillé, il ne fait pas de scandale. Il est même membre du parti socialiste. C'est le comble. Bon, d'accord, il traîne toujours derrière lui une machine à écrire jaune, attachée à une laisse. Sans arrêt, il se retourne vers elle et lui dit : « Alors, tu viens ou quoi ? Tu crois que je vais m'arrêter tous les trois mètres parce que Madame a besoin de pisser ? ». Bon, c'est peut-être un peu spécial de traîner en laisse une ma-

Armée et plan financier de la Confédération : encore 900 millions à dépenser

Le Conseil fédéral a dit « non ». Au groupe socialiste du Conseil national qui lui demandait de nouvelles économies sur les dépenses militaires, il répond en octobre 1977 par un rapport substantiel, adopté peu après par les Chambres.

Les dépenses militaires inscrites au budget 1977 du DMF sont tombées au-dessous de la somme figurant au compte d'Etat 1976. Des réductions de 260 et 217 millions ont été décidées pour 1978 et 1979. Des 4,7 milliards prévus au plan financier pour l'acquisition de matériel de guerre en 1975-1979, près de 1,4 sont déjà engagés pour des réalisations antérieures à 1975, 2,3 sont attribués aux projets en cours de réalisation depuis 1975 (blindé suisse 68, nouvel avion de combat Tiger, système de conduite de tir de la défense contre avion, places d'armes et fortifications). Il reste donc 900 millions environ à dépenser, réservés en principe à l'acquisition de l'engin antichar Dragon, à la construction d'ouvrages fortifiés et à l'équi-

pement des chars pour le combat nocturne.

La réponse gouvernementale souligne que des 51 propositions d'économie suggérées par la commission chargée de revoir les dépenses fédérales (commission Keller), 27 ont été appliquées et 24 ont pu être classées, soit réalisées, soit abandonnées parce qu'irréalisables.

Le Département militaire, qui dispose déjà d'une méthode de planification financière à long terme, a créé en outre un organe chargé du contrôle permanent de l'emploi rationnel des crédits et ouvert un livre des économies.

Et, comme chacun le sait, les dépenses militaires n'ont cessé de reculer en pourcentage du budget de la Confédération (36% en 1960 18% en 1977) et du produit national brut (2,4% en 1960, 1,8% en 1977, avec une légère tendance à remonter).

Les chiffres sont là. Les efforts d'économie réels. Et pourtant, ni les uns ni les autres ne sont entièrement convaincants.

militaires de la Confédération. Avons-nous encore les moyens matériels des décisions stratégiques, donc politiques, prises il y a quelques années ? Ni le postulat socialiste, ni la réponse du Conseil fédéral n'abordent de front cette question.

Les clients de la défense nationale

Cette prudence est d'autant plus regrettable que les responsables du DMF ne cachent pas ce que sera l'avenir. La course aux armements bat son plein sur le terrain de la sophistication (rapidité et automacité) comme sur celui de la puissance de feu. Les blindés des années 80, qui remplaceront le char 68, coûteront infiniment plus cher, si on veut aller dans le sens du progrès. La défense anti-aérienne et l'artillerie devront être dotées l'une d'une conduite de tir mobile, l'autre d'une conduite de tir automatique, etc...

Cette année, les deux tiers des dépenses d'armement ont été effectuées en Suisse. Trop d'entreprises travaillent directement ou indirectement avec la défense nationale pour que l'on puisse brusquement pratiquer une politique de larges achats à l'étranger. Politique qui au demeurant ne résoudrait pas tous les problèmes financiers et poserait en revanche d'autres questions politiques, juridiques, voir militaires.

Infanterie + électronique

Quelle armée voulons-nous ? Quelle armée pouvons-nous nous payer ? A la première question le « plan directeur-armée 80 », bien reçu par le monde politique, a répondu en soulignant l'importance croissante du facteur temps. Cela signifie le combat de nuit, la mobilité et le développement des armes antichar et antiaériennes pour mieux utiliser le terrain. La décentralisation des blindés. Le recours à la conduite des opérations et à l'exploration électroniques. Mais aussi une occupation du terrain par l'infanterie aussi dense que possible, donc des effectifs maximum avec des troupes entraînées. En un mot, ce plan directeur trace l'image d'une solide armée d'infanterie, plus l'électronique. Pouvons-nous payer cette ar-

Les moyens de nos décisions

On se plaint beaucoup, et notamment parmi les officiers de troupe, du poids de l'administration militaire. Son coût a passé dans le budget du DMF, en pourcentage, de 2,9 à 2,8 entre 1976 et 1977. Ce qui représente encore 81,2 millions de francs, à comparer aux 546 millions attribués à l'instruction de l'armée ou aux 436,6 millions des dépenses courantes de matériel, constructions et installations. Oui, mais une grande partie de l'administration de la troupe est effectuée par les officiers de milice directement et n'émarge donc pas au budget du DMF. Compte-tenu de ce financement « privé », l'administration centrale du DMF paraît donc encore lourde, malgré tout.

Or la réponse du Conseil fédéral au postulat socialiste estime que toutes les économies possibles ont

été faites au Département et que de nouvelles réductions ne pourraient porter que sur l'instruction et l'armement, c'est à dire sur la préparation matérielle à la guerre, ce qui remettrait en cause les moyens dont dispose l'armée pour s'acquitter de ses tâches dans le cadre de la politique de sécurité, et compromettrait donc la crédibilité de notre dissuasion militaire.

Une question éludée

Nous voici au cœur du problème. La politique de sécurité, et ses aspects militaires, ont fait l'objet de plusieurs documents officiels qui ont été largement approuvés par les Chambres.

L'instruction de l'armée (18,5% du budget du DMF en 1977) et l'acquisition du matériel de guerre (32,9% du budget 1977 du DMF) représentent à eux deux plus de la moitié des dépenses

mée, qui couvre tout le terrain dans ses trois dimensions et qui sauf l'arme atomique, se dote de tous les moyens de la dissuasion ? L'armée que nous voulons n'est peut-être déjà plus l'armée que nous pouvons posséder.

Une remise en question des dépenses militaires doit donc porter le débat sur un autre terrain. Où ne prime pas le seul point de vue des professionnels de la guerre. Si nous devons choisir entre plusieurs armes, faute de pouvoir tout acquérir, quelles priorités dégager ? Ce choix remet-il en question et l'engagement des troupes et la mission de l'armée définis par les textes actuellement en vigueur ? Ne peut-on pas surmonter les obstacles qui ont jusqu'ici freiné la coopération militaire entre les neutres, une coopération qui permettrait certainement des économies de recherche et d'acquisition de matériel, même si chacun des neutres n'a pas de la menace extérieure une vision identique ? Une intervention parlementaire dans ce sens éviterait de répéter des évidences et permettrait peut-être de créer les conditions d'un véritable débat politique sur les affaires militaires.

Anars de tous les pays...

Il y avait des Suisses, des Italiens, des Espagnols, des Suédois, des Allemands, des Danois, des Anglais, des Belges, des Vénézuéliens, des Mexicains, des Australiens, des Hollandais, des Portugais et des Français au troisième congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes qui a eu lieu à fin mars à Carrare (Italie). Dans une résolution sur les bases idéologiques de l'anarchisme le congrès a confirmé, notamment, la position historique du mouvement organisé prise en 1872 à la conférence de Saint-Imier. Il existe de nombreuses publications périodiques anarchistes, mais leur diffusion est confidentielle, en général. C'est ainsi qu'une revue libertaire suisse de langue allemande paraîtrait sous le titre « Akratie ».

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Certitudes

La Suisse ou le piège des certitudes, de Daniel Cornu, Jean-Marie Vodoz et François Gross. ¹

On a parlé de ce livre comme d'un « Anti-Ziegler », comme de la véritable réfutation de Ziegler, meilleure que celle de Lasserre... Oui ?

« Mise au ban des nations, l'Afrique du Sud, où commençaient à se produire d'inquiétantes flambées d'émeutes, annonce un beau jour son intention d'acheter une centrale nucléaire géante. Aussitôt, les offres se font nombreuses, avantageuses, pressantes. Il s'agit d'un contrat d'un milliard et demi de dollars. Alors les fournisseurs éventuels se mobilisent, et les pouvoirs publics viennent, de toutes leurs forces, à leur aide.

Là suisse qui, malgré sa neutralité prudente, avait exprimé deux fois au moins (par la bouche d'un ambassadeur, puis par son ministre des Affaires étrangères lui-même) la réprobation que lui inspirait la politique raciale de Prétoria, ne méprise pas non plus une aussi belle affaire. Une de ses grandes entreprises — Brown-Boveri — se trouve sur les rangs. Elle travaille au sein d'un consortium international formé, pour la circonstance, avec des Hollandais et des Américains. On lui donnera les moyens de consentir à l'acheteur des conditions avantageuses : les banques privées lui fourniront des crédits à bon marché; la Banque nationale épaulera les banques privées; et la Confédération, pour sa part, accordera la garantie des risques à l'exportation. Bref, une opération d'envergure ». (Ouvr. cité, p. 34).

Voilà donc Ziegler réfuté — une bonne chose de faite !

Mais voilà aussi qu'on va m'accuser une fois de plus de critiquer « à sens unique ». Je vais tenter de satisfaire tout le monde et mon père :

Je retrouve une coupure de la « TLM » du 24 avril 77 intitulée : *Officiers suisses en Chine* :

¹ Payot, Lausanne. Voir aussi les notes de lecture de Gil Stauffer à propos du même ouvrage dans DP 445 (Réd.)

« Zurich (ATS) — Trente-deux officiers suisses de différents grades et représentant diverses armes se sont envolés hier pour la Chine. Leur voyage dure jusqu'au 11 mai. Organisée par la Société suisse des officiers, cette visite en République populaire de Chine a un caractère privé, a indiqué le Département militaire fédéral. Le groupe voyagera à travers le pays, de Pékin jusqu'à Canton. Le programme comprend également des attractions touristiques (*l'article ne précise pas s'il s'agit de geishas ou de Mme Chien Chin !* J. C.) et des visites de l'armée chinoise. Parmi les participants se trouvent le divisionnaire à la retraite Godet et les brigadiers Fellmann et Wittwer. A l'aller, les voyageurs font un arrêt à Bombay et au retour à Hong-Kong ».

Il ne semble pas que le financement ait été assuré par les groupuscules pro-chinois...

* * *

A propos, revenant hier de Neuchâtel, où j'avais été rendre visite à cet admirable éditeur qu'est Fred Uhler (Ides et Calendes), je me suis arrêté à Boudry pour dire bonjour à cet autre éditeur non moins admirable qu'est Hermann Hauser (La Baconnière) et j'ai bu un thé citron lisant les dernières nouvelles sur M. Moro et sur le terrorisme en général — dans un café sis *Place Marat*, à Boudry.

J. C.

Piscines et soleil

L'énergie solaire fait à nouveau recette à la Foire de Bâle. Un groupe de stands d'information et de vente où un public nombreux et très mêlé s'attarde et discute longuement. Tant mieux. Sauf que pour y arriver, au fond de la Halle 7, il faut parcourir une éprouvante série de stands montés par les constructeurs de piscines privées en tous genres, avec fond uniformément bleu des mers du sud. Le fait que plusieurs de ces installations fonctionnent avec pompe à chaleur et même panneaux solaires n'y change rien.

Mai 68-Mai 78 : qu'est-ce qui a changé ?

Voici le temps des rétrospectives. Et des questions. Dix ans déjà. Il y a maintenant plus de livres et d'articles divers sur « la révolte de la jeunesse dans les années 60 » que sur les croisades. Et des films historiques, montages de documents images/sons, reconstitutions des événements alternant documents d'archives et témoignages actuels, sont au programme des chaînes de télévision et des salles de cinéma.

DP a rencontré Bernard Crettaz qui était en 1968 assistant en sociologie à l'Université de Genève. D'origine valaisanne, il faisait partie de ce très petit pourcentage d'étudiants qui provenaient des milieux petits paysans-ouvriers. Il fut un des leaders du CADE — Comité d'action pour la démocratisation des études —, le mouvement le plus dur de la critique et de la contestation de l'Université. Le CADE préconisait « une mise en question globale de notre société et la recherche d'un homme nouveau ».

Bernard Crettaz a collaboré à DP bi-mensuel jusqu'en 1971. Auteur de nombreuses études — il a participé notamment à l'ouvrage publié par Payot en 1971, « Jeunesse et Société, premiers jalons pour une politique de la jeunesse ». Il est aujourd'hui chargé de recherches au Musée d'ethnographie de Genève.

* * *

DP : Un magazine américain a révélé que des leaders des mouvements étudiants, très nombreux aux Etats-Unis dans les années 60, sont devenus les meilleurs cadres des grandes sociétés. Ils étaient très recherchés car on les considérait comme des meneurs d'hommes. En Suisse romande, à Genève, que sont devenus les leaders des mouvements de contestation ?

B.C. : On peut distinguer plusieurs catégories. Premièrement il y a ceux qui n'avaient grillé aucune carte, qui ont retrouvé très vite la filière professionnelle normale des universitaires. Leur engage-

ment a été considéré comme un péché de jeunesse, avec même un côté sympathique. Ils avaient interprété mai 68 en terme de « problème de la jeunesse », et fonctionnaient, eux, comme tampon entre les adultes et les jeunes.

Deuxièmement, il y a ceux qui se sont encore radicalisés davantage, à retardement, dans des groupuscules de plus en plus dogmatiques. Aujourd'hui on ne sait plus très bien ce qu'ils font.

Irradiation fantastique

Troisièmement, il y a ceux qui se sont retrouvés dans les milieux professionnels les plus divers. L'enseignement est peut-être la plus grande filière post 68. Mais il ne faut pas perdre de vue que les événements ont laissé une traînée monstre, qui n'est pas terminée. Chez nous, il y a eu une succession de crises dans les écoles, l'armée, les partis politiques, les administrations, dans certains secteurs professionnels. L'irradiation a été fantastique. C'est peut-être dans les milieux chrétiens que les retombées ont été les plus fortes.

Quatrièmement, il y a ceux qui se sont retrouvés dans les expériences marginales, surtout les communes, les différentes formes de communautés. On en parle beaucoup moins aujourd'hui, mais le mouvement n'est pas en perte de vitesse.

Enfin il y a tous ceux qui ont vécu une rupture de type personnel, sur le plan de la famille.

DP : Sur ce qui s'est passé en Suisse romande, en Suisse en général, il n'y a ni étude, ni livre, ni film importants. Comment expliquer cette situation ?

B.C. : Effectivement, il n'y a rien. Et ça vaut la peine d'essayer de comprendre pourquoi. A part le problème de l'édition, qui est propre à notre pays, il faut constater que si le mouvement de 68 a été utopique en France, il a été superutopique chez nous, dans une société d'hyperstabilité.

Une conscience s'est ouverte

Ce qui me frappe encore, c'est tout ce qu'on a pu dire, de délirant, et qu'on ait gagné une certaine faveur à l'Université et dans certains milieux. Une

conscience, et pas seulement une mauvaise conscience, s'est ouverte. A côté d'une utopie fondamentale. Car il fallait être fou pour poser les problèmes en termes de force révolutionnaire, d'association étudiants-ouvriers.

Il faut dire aussi que les gens de 68 refusent de jouer le rôle d'anciens combattants. Beaucoup d'entre eux ont voulu oublier le côté fête joyeuse pour se lancer dans des actions sérieuses. Enfin il faut relever, à Genève en particulier, la faible importance du mouvement. Presque tous les étudiants provenaient des milieux les plus bourgeois de la société. Nous avons eu à certains moments quelques apprentis, un ou deux ouvriers, mais le mouvement n'avait rien à voir avec le peuple. (Les revendications des étudiants ne signifient rien pour la classe moyenne, les habitants des petites villes Réd.)

DP : Est-ce qu'on peut expliquer mai 68 par la crise de l'autorité, cette rupture du contrôle des classes âgées sur les jeunes, cette perte des processus d'initiation ?

B.C. : Il est vrai que les contrôles des processus de socialisation jouent de façon moins forte : les garants de l'ordre social, les cadres idéologiques, la transmission des connaissances, la filière des valeurs, tout a craqué.

Trois filières

Les mouvements à Genève ont été la conjonction de trois situations. D'abord les événements en France. Il ne se serait rien produit chez nous s'il n'y avait pas eu les manifestations de Paris. Cela a toujours été, dans toutes les époques de l'histoire. Nous étions véritablement à l'écoute de Paris. Cela a provoqué une prise de conscience. Ce ne fut pas de l'imitation mais une incitation à la réflexion.

Ensuite il y avait les contradictions de l'Université libérale. Toujours autonome elle devenait de plus en plus professionnelle. Si les étudiants en sociologie, ceux d'autres facultés aussi, ont joué un rôle critique, ce n'est pas parce qu'ils avaient des problèmes d'emplois. A Paris, oui, tous les étudiants

avaient des problèmes de travail. Mais à Genève personne ne venait dire : je n'ai pas de place, pas d'avenir. Personne ne se posait cette question.

Mais les étudiants étaient dans la place ils avaient des instruments d'analyse, ils refusaient cette professionnalisation sans question.

Enfin il y a des moments où s'opère une jonction symbolique et réelle, même si elle est utopique, des problèmes profonds et de l'événement. Toute une génération, en 68, a trouvé à s'exprimer, à exprimer historiquement des problèmes d'ordre psychologiques. Des problèmes qu'elle vivait intérieurement, elle les a fait passer au niveau du discours politique. Voilà le miracle de 68.

La communication

Quels étaient ces problèmes ? Ils étaient d'abord de communication. Le côté délire, hyperlangage, c'était l'explosion d'une société de silence. Enfin d'ordre sexuel et affectif. Il y a eu comme un dévouement profond, une libération. Plusieurs couples ont alors éclaté, ils n'ont pas résisté à cette soudaine libération. Tout cela a été d'autant plus fort en Suisse romande que la société était bloquée.

DP : On observe depuis dix ans une diminution des contraintes. Cette diminution des contraintes — Mai 68 a joué dans plusieurs domaines un rôle d'accélérateur — ne présente-t-elle pas des risques pour l'équilibre social ?

B.C. : En apparence, les codes de valeur, moraux, disciplinaires, etc., qui étaient ceux de nos parents et grands-parents, ont changé. Mais il y a une contradiction profonde entre la promesse permanente, entretenue, de libertés plus grandes, de changements, et par ailleurs l'augmentation des contraintes.

Violences du système

Je pense que toute la société exerce sur l'individu des contraintes toujours plus fortes : elles ne sont plus le fait des garants traditionnels, la religion, l'école, la famille, etc.; elles relèvent des violences

des systèmes de la production, de la consommation, de la profession, etc. Toute notre société est une société de promesses. On est intoxiqué de changements, mais le changement réel n'arrive pas. Je pense que la crise de la jeunesse découle du fait de s'être sentie au cœur de la contradiction, entre la promesse de changement et l'absence de changement réel.

On parle toujours de la diminution de l'autorité de la famille. Je dirai qu'il y a plutôt augmentation. Avec les nouveaux rôles de l'école, le totalitarisme est en train de s'aggraver. Et toutes les contraintes sont intériorisées. C'est là une des grandes découvertes de Mai 68. Tous ceux qui ont fait l'expérience des communes ont fait aussi cette découverte.

DP : Et l'Université ? Que reste-t-il de Mai 68 ?

B.C. : Dans toutes les Universités le processus de scolarisation, de professionnalisation s'accroît : augmentation des règlements, sélection accentuée, fantasme du nombre. Les autorités ont maintenant des pouvoirs de contrainte. Car il y a surnombre, concurrence, chômage.

Après 68, il y a eu la grande jubilation des médiocres. Partout les problèmes de sens et de finalité ont cédé la place aux questions de fonctionnement. Nous avons créé comme une mauvaise conscience : à quoi ça sert, pourquoi ?

Finis le rêve !

Un peu partout en Suisse romande j'ai été invité, dans des paroisses, des sociétés, etc., à parler de la jeunesse. Les gens ne savaient pas, ne comprennent pas, ils posaient alors des questions. Aujourd'hui la médiocratie s'est installée, tout a été repris en terme de compétences, de quotidien. Finis le rêve, finie la récréation.

Il reste pourtant comme une peur constante de Mai 68. On a mis ces événements aux oubliettes de l'histoire, comme s'ils représentaient un mouvement rétro des enfants de la grande bourgeoisie. Mais Mai 68 n'est pas fini. Il inaugurerait une série d'événements de type éruptif qui montrent que la

société n'a plus son code. Et notre société n'est pas guérie. Car aucun des problèmes soulevés en 68 n'a reçu de réponses. En particulier celui du sens, de la finalité.

Dans l'avenir, on ne peut qu'assister à de nouvelles séries d'éruptions. Tout ce qui n'est pas dit, tout ce qui s'accumule, tout cela fait pression. Quelles seront les formes de ces éruptions ? Quels en seront les acteurs ? On n'en sait rien.

Aujourd'hui, l'angoisse et l'inquiétude, la peur aussi, augmentent. Combien de personnes qui soudain, autour de 40 ans surtout, dépriment et perdent pied ? Car nous n'avons plus de projet historique, ni dans le capitalisme ni dans le socialisme. Qui peut proposer un credo cohérent, un modèle mobilisateur ? C'est le scepticisme complet dans une société de peur et de médiocres.

On assiste à une renormalisation des processus de socialisation. Sans motivation, sans adhésion à un projet.

On revient de loin dans un rêve déçu. Alors on ne peut que faire autre chose.

Excursions pièges

A méthodes internationales, réponses internationales. Plusieurs journaux alémaniques ont reproduit un reportage détaillé de Kurt Brandenberger, du Bureau Cortesi, sur les courses en car organisées par certaines entreprises qui, par ce moyen, réussissent à réaliser de belles ventes aux dépens des consommateurs peu critiques et « piégés » par l'atmosphère de « course d'école » propre à ces excursions. La version française de l'article a paru début avril dans l'hebdomadaire « Biel-Bienne ». A la même époque « le consommateur d'Alsace » publiait aussi un article intitulé, « Les excursions-ventes : ça suffit ». D'une dénonciation à action commune pour éliminer, sur le plan international, ces ventes souvent peu loyales, le chemin n'est peut-être pas très long.

Droits et devoirs

Dans le magazine du « Tages Anzeiger », le début d'une « série » sur les droits et les devoirs de l'employeur et ceux de l'employé. L'auteur, un juriste zurichois, se propose de dépasser, au long de semaines à venir, ce qui pourrait être une somme théorique sur le droit du travail pour aborder les cas concrets d'affrontements sur la place de travail. Premier cas détaillé à travers trois exemples : la salariée est enceinte...

— Dans le supplément de fin de semaine de la « Basler Zeitung », une page consacrée à la situation difficile, pour ne pas dire plus, faite aux familles des délinquants condamnés à des peines de prison.

BAGATELLES

Sur proposition du président du Parti radical, les trois partis d'Oberhofen, au bord du Lac de Thoune, ont organisé une assemblée commune pour présenter les candidats du lieu aux élections cantonales : un socialiste, un radical et un UDC. L'orateur principal de la soirée était le spécialiste de la lutte anti-subversive Ernest Cincera. Gros succès : 200 personnes ont participé à la réunion...

* * *

Sommes-nous conscients que nous consommons aussi des informations ? La revue française « Projet » a consacré un numéro spécial (avril 1978) au sujet « consommateurs d'informations ».

* * *

Emotion en Allemagne fédérale : Le chanteur populaire Heino a fait presser un disque destiné aux écoles du Land du Bade-Württemberg dans lequel il chantait toutes les strophes du « Deutschland über Alles », y compris celle envisageant la réunion de tous les Allemands depuis l'Adige jusqu'au Belt et de la Meuse à la Memel, ce qui

correspond, rappelons-le à des frontières comprenant une partie de la Belgique, de la Hollande, de la Pologne, de l'Autriche, du Tirol du Sud et de la Suisse. Le disque a été retiré de la circulation !

* * *

Une revue économique a publié, il y a peu une étude sur les méthodes de « management ». Un encadré rappelait les principales d'entre elles. Toutes ont des désignations anglaises : « management by motivation, by exception, by results... » Une quinzaine d'expressions dans ce style ! La plus jolie, mais c'est probablement une plaisanterie : « Management by marguerite : est-ce oui ? est-ce non ? est-ce oui ?... »

* * *

A quand une holding fédérale pour gérer les participations financières de la Confédération ? A en croire la « Weltwoche » (14) elles représentaient une valeur nominale de près de 200 millions de francs à fin 1976. C'est ainsi que la Confédération détient la majorité du capital actions de plusieurs compagnies de chemins de fer, la plus forte étant dans la compagnie Furka-Oberalp-Bahn (73 %). Elle est supérieure à 40 % dans plusieurs compagnies romandes : Martigny-Orsières, Lausanne-Echallens-Bercher, Aigle-Leysin.

* * *

De la sciure dans le pain militaire ? On a essayé, répond le « commissaire des guerres en chef », le brigadier Messmer, à un jeune citoyen d'Embrach indigné, et qui interpellait le commandement de l'armée dans une lettre publiée dans « Le Sous-Officier romand et tessinois » (mars 1978), ont a essayé donc, mais uniquement en 1960, dans le cadre d'essais de fabrication de succédanés de pain, fort utiles en période de manque de farine. De toutes façons, précise le brigadier Messmer, « l'adjonction de succédanés en période de disette ou d'insuffisance de matières premières sera, dans chaque cas l'objet d'une décision particulière ». Rompez (le pain, bien entendu) !

Loisirama...

Loisirama, premier salon international des loisirs, organisé à Genève (6 au 16 avril) : y aller ou ne pas y aller... Deux lecteurs écrivent à DP :

... y aller...

Un rapide tour à Loisirama, et c'est la déprime. Un stand du troisième âge (avec « Les Vivants et la Mort » en vitrine), un stand de la femme, un stand du Service des loisirs du canton. Le reste, tout le reste, cherche à nous vendre quelque chose : un encyclopédie en fascicules, un voilier, un métier à tisser, des jeans, une fourgonnette, une chaîne stéréo...

Le billet d'entrée ne donne qu'à voir. Jouer au baby-foot ou sauter dans une bulle sur coussin d'air (seulement pour les enfants), à chaque fois il faut payer; les autocollants, eux, sont gratuits.

La réduction de la durée hebdomadaire ou annuelle du travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, certains y sont prêts. Mais est-ce bien cela ?

... ne pas y aller

Je ne suis pas allé à Loisirama. Ce n'est pas faute d'y avoir été incité : jour après jour, la grande presse d'information genevoise matraquait, à coups de pleines pages, une véritable guérilla, un corps à corps avec les lecteurs, programmes quotidiens, résultats des concours, compte-rendus des programmes de la veille, potins insignifiants.

Dans le même temps, les journalistes se plaignant de la place restreinte qui leur est accordée pour informer et commenter l'événement...

Les grands quotidiens déploient des prodiges d'imagination pour imposer leur image de marque; concurrence oblige : stand « Tribune », podium « La Suisse », voyage « Tribune », animation « La Suisse », et j'en passe. A la foire de la consommation et du spectacle, ils ont pognon sur rue.

Un coup d'œil outre-Sarine nous montre pourtant qu'on peut être un grand journal à fort tirage et un bon journal, curieux, critique, intelligent. Mais la grande presse du bout du lac a choisi la facilité.